"S'il vous plait, laissez-nous nos gares"

Publication : vendredi 3 juillet 2015 09:16

La République du Centre, 18 juin 2015

TRAINS ■ Mardi soir se tenait une réunion publique portant sur l'avenir de la ligne Paris/Nevers

« S'il vous plaît, laissez-nous nos gares »

Les usagers de la SNCF formulent de nombreuses critiques quant au rapport Duron, qui remet en cause l'avenir du Paris/Nevers.

Caroline Bazac
caroline.bazac@centrefrance.com

« Les gens ont besoin de trains pour aller travailler. On veut des trains ! » L'ambiance était électrique, mardi soir à Briare, au comité local d'animation et de développement (Clad) entre région, SNCF et usagers. La réunion publique avait été demandée par le comité de défense des usagers des services publics du Giennois, qui lance par ailleurs une pétition. Plus d'une centaine d'habitants et élus du Giennois – et d'au-delà – avaient pris d'assaut la salle Jean-Jaurès pour s'informer sur (et protester contre) la possibilité d'une fermeture de la ligne ferroviaire Paris/Montargis/Cosne/Nevers.

« Gagner la première bataille »

« Parlez plus fort. » « Regardez-nous quand vous parlez ! » « Vous êtes qui ? » Face à un public crispé d'inquiétude, suite à la parution du rapport Duron le 26 mai, la conseillère régionale Anne Leclercq a eu fort à faire pour maintenir un débat fluide. Après une discussion sur le fonctionnement quotidien de la ligne (*notre édition demain*), le débat s'est tourné vers les menaces pesant sur son avenir.

Le rapport préconise que la ligne Intercités (donc gérée par l'État) soit transformée en ligne TER (donc gérée par trois Régions). « Si la Région reçoit la compétence, que fera-t-elle ? Supprimera-t-elle des gares ? Mettra-t-elle en place des lignes de bus ? » À cette question, Anne Leclercq a bonté en touche : « Nous allons nous battre. Notre premier souhait est de garder les Intercités, car ce sont des trains du territoire. On gagne la première bataille pour que ça reste à l'État, comme ça la question ne se posera plus. » Mardi soir, il semblait entendu, sans que cela n'ait été dit, que soit l'État continue d'être en charge, soit on passe aux bus. Et tout le monde préfère la première solution.

« TER, Intercités… Pourquoi ce système est-il si compliqué ? On veut des trains qui roulent pour monter en gare, c'est tout (*Applaudissements*). Vous, les fonctionnaires de la SNCF (sic), vous devez gérer ce problème ! » « J'ai quitté Paris que je ne supportais plus, et je suis venu ici justement parce qu'il y avait une gare. » « Qu'est-ce que je dirai à mon patron quand j'arriverai en retard ? C'est mon emploi qui est en jeu. » « S'il faut aller en bus à Montargis pour y prendre le TER, on sera en retard encore plus souvent ! » « S'il vous plaît, laissez-nous nos gares. »

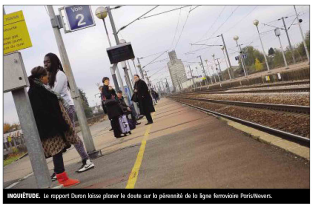
L'aspect écologique a été abordé : « J'ai rencontré il y a quelque temps le secrétaire général de la SNCF : il m'avait dit qu'il "ne supprimerait pas des trains car ceux-ci ne polluent pas", contrairement aux bus ! On va bientôt recevoir la conférence mondiale sur le climat, on devrait monter l'exemple aux autres pays. » Sans compter, souligne un autre dans les rires, qu'il faudra beaucoup de bus pour compenser la disparition d'un seul train.

Investissement pour rien ?

Les élus n'étaient pas en reste. La SNCF ayant prévu de faire installer une passerelle à la gare de Briare, l'adjointe Liliane Choby espère « que vous n'allez pas faire un tel investissement pour ensuite tout fermer ». La commune doit voter une motion contre la proposition Duron au prochain conseil.

Nadia Sollogoub-Thollenaz, maire de Neuvy-sur-Loire (Nièvre), a été laconique : « La loi nous impose de faire des Schémas de cohérence territoriale, les Scot, qui demandent beaucoup de travail. Eh bien, je refuse de m'engager dans la démarche si la desserte ferroviaire n'est pas là. »

« Nous sommes tous égaux : après les TGV, priorité doit aujourd'hui être donnée aux trains, a déclaré le sénateur Jean-Pierre Sueur. Il y a une inquiétude et il ne faut pas attendre de voir ce qui se passe, il faut prendre l'initiative. Que l'on se mette d'accord, avec les élus des Régions et des Départements, les maires et les parlementaires, pour écrire au ministre et le rencontrer. La meilleure façon de défendre le train, c'est qu'ils sentent que les gens n'acceptent pas sa disparition. » Une ritude accueillie par des applaudissements nourris. ■



INQUIÉTUDE. Le rapport Duron laisse planer le doute sur la pérennité de la ligne ferroviaire Paris/Nevers.

(TROP) VITE DIT

« Pour l'instant, vous vous plaignez des retards. Ne vous inquiétez pas, bientôt vous n'aurez plus de train. » Une telle remarque, que des experts de la SNCF auraient prononcée en plusieurs occasions, ne peut que nourrir l'inquiétude des usagers, et favoriser leur impression que les paroles plus prudentes des officiels « ne sont là que pour nous endormir ».

« Qui décide ? Quand aurons-nous une réponse ? »

« Ce rapport, c'était à l'initiative de qui ? Et qui décide ? Quand aurons-nous une réponse ? » ont demandé des participants.

« C'est un rapport qui s'appelle "TET, train d'avenir" », a commencé la conseillère régionale Anne Leclercq. Les rires railleurs dans la salle l'ont interrompue un instant. « C'est un rapport qui a été réalisé à la demande du ministère des Transports, ça ne veut pas dire qu'il sera suivi. On se battra pour que le train reste Intercités, géré par l'État. »

Pascal Paradis, de la Dreal (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement), a apporté quelques réponses : « La commission est partie du constat que les TET (trains d'équilibre du territoire) se chevauchent avec les TER, ce qui entraîne une mauvaise visibilité. Elle tient aussi compte des aspects de renouvellement du matériel et financiers. Le déficit d'exploitation se creuse chaque année et est pris en charge par l'État, c'est-à-dire vous, moi, tout le monde. »

« Les lignes, elles sont déficitaires parce que la SNCF passe son temps à indemniser les retards ? » a demandé une participante, dans les rires.

Pascal Paradis a tenu à rappeler qu'« Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des Transports, a dit que ce rapport n'engage pas l'État, il faut attendre une décision gouvernementale, qui viendra après plusieurs étapes et concertations. Si la feuille de route sera présentée à la fin du mois, la décision ne sera certainement pas immédiate. »

Élément rassurant : « Alain Vidalies a rappelé que l'avenir des TET sera examiné sous plusieurs angles : l'aspect financier, mais aussi le maintien du droit à la mobilité et l'aménagement du territoire ». Reste à voir quel angle aura le plus de poids. ■

INQUIETS. Plus d'une centaine d'usagers inquiets et d'élus se sont déplacés mardi soir.

Phoca PDF